

## Aminata Traoré : l'alternative africaine

Avec ses rues pavées et ses jeux pour enfants, le quartier Missira de Bamako ne ressemble à aucun autre dans la capitale malienne. Derrière ce chantier, Aminata Traoré, ancienne ministre de la Culture et du Tourisme du Mali, se bat pour promouvoir une vision plus responsable et créatrice de l'Afrique. Visite de son quartier, du Forum pour un autre Mali, de son dernier livre et d'un espoir : Porto Alegre.



*Aminata Traoré en couverture de l'Express*

Nous n'aurons passé en fait que très peu de temps en compagnie d'Aminata Traoré. Peut-être une heure maximum coincée entre deux visites : celle de son quartier à Bamako, le quartier Missira, et celle de l'enchanteur et cabalistique hôtel Djenné, un de ses quartiers généraux sur Bamako. Pas assez de temps pour se connaître, mais juste le temps d'emmener et de noter quelques sources d'information où l'on parle d'elle et de ses idées. C'est seulement après que nous en saurons davantage sur son itinéraire et sur ses combats de femme militante qui dépasse largement son quartier et qui occupe son pays, l'Afrique et le monde entier. Présentation en zoom arrière, du plus petit au plus grand, de sa première zone de front : le quartier Missira de Bamako.

### *« Le soi, les voisins, le quartier » - Quartier Missira, commune II de Bamako*

Non, non, nous ne sommes pas dans un quartier présidentiel abritant ambassades et autres consorts du même acabit, mais dans le quartier Missira de Bamako. On est passé tout à coup des rues en terre battue, parsemées de flaques d'eau et de caniveaux ouverts, à des rues plus larges, pavées, bordées d'arbres et débarrassées des déchets domestiques habituels. Au bout de la voie, un jardin fleuri, un bâtiment hébergeant un centre de formation pour femmes et un marché en construction avec une brassée de charpentiers et de maçons au gros oeuvre dans les fondations. Vu l'originalité du lieu, on commence à avoir envie de rencontrer les auteurs de ce joli chantier. Et bien, les auteurs sont tous là : ce sont les habitants !

En amont de ce joli ravalement de façade, une approche du lien social et du dialogue inspirée de l'expérience du Centre Amadou Hampâté Ba (CAHBA), du programme PROWWESS (promotion of the role of women in water, environmental and sanitation services du PNUD), de la Coopérative des femmes pour l'éducation, la santé familiale et l'assainissement (COFESFA) dans lesquels Aminata Traoré a mis son grain de sel. Ces différentes expériences avaient fait ressortir les trois recettes fondamentales suivantes en matière d'action collective :

- ▶ « les aspects techniques l'emportent, la plupart du temps, sur la dimension sociale et humaine sans laquelle les résultats n'ont pourtant pas d'ancrage ni d'avenir,
- ▶ la participation véritable des populations n'a rien à voir avec l'appropriation par elles, de messages et de réponses préétablis. Elles doivent prendre part à l'analyse de leur propre situation, au suivi-évaluation en passant par la définition et la planification des solutions, des ressources et la mise en oeuvre,
- ▶ l'information et la communication quant aux actions concrètes peut susciter un effet tâche d'huile (essaimage) ».

La partie visible du projet baptisé « Le soi, les voisins, le quartier » aura donc permis de paver des rues, de curage et de fermer les caniveaux, d'évacuer les déchets, de planter des arbres, d'aménager des espaces verts, des lieux de jeux pour les enfants, de rencontres et d'échanges pour les femmes. Au-delà de l'entreprise matérielle, l'organisation des habitants et leur implication dans la transformation du cadre de vie auront fait évoluer les relations des voisins entre eux et des citoyens avec le politique. Le « soi, les voisins, le quartier » suppose que la réconciliation des individus avec eux-mêmes et entre eux est un préalable à leur participation. Elle s'opère à travers la recherche de réponses aux questions suivantes : « Qui suis-je ? Qui est l'autre ? Où sommes-nous et où en sommes-nous à Missira ? Que pouvons-nous ensemble pour nous-mêmes, individuellement et collectivement aujourd'hui et demain ? Il s'est donc agi d'amener les habitants à formuler leurs desiderata et les conduire à s'autopromouvoir.

L'association Yeelen a été créée en 2000 pour élargir l'opération qui a été financée par la Coopération canadienne, la coopération du Grand Duché du Luxembourg, Aminata Traoré elle-même, la contrepartie malienne ayant été apportée par la Direction de l'Action sociale, la Primature, le Centre Amadou Hampâté Ba (CAHBA) et le temps passés par les habitants dans les multiples étapes d'aménagement. La mobilisation et la gestion rigoureuse des ressources financières et matérielles ont constitué le défi majeur une fois que le plan d'action avait été défini par les habitants. Ces derniers ont été informés, au fur et à mesure, du montant, des sources et des modalités de gestion de ce financement, la quasi-totalité des dépenses faisant l'objet de réunions de concertation.

L'avancée du projet ne s'est pas faite sans rencontrer quelques craintes et difficultés : « Aminata m'a fait part de sa crainte quant à l'interprétation que les gens pouvaient faire d'une pareille initiative (...) Dès la première réunion, certaines personnes ont déclaré qu'elles n'étaient pas intéressées par le pavage parce que les gens sont méfiants et doutent du sérieux des projets dans ce pays. Ainsi de réunion en réunion, nous avons appris à nous connaître (...) » déclare une membre de l'association Yeelen dans l'édition du Contrôle citoyen de juin 2004 (édition du Forum pour un Autre Mali). « L'image que les habitants ont d'eux-mêmes individuellement ainsi que les uns des autres est souvent altérée par le chômage et la pauvreté monétaire. La plupart d'entre eux semblent avoir intériorisé l'idée qu'ils sont pauvres. Cette autoperception secrète parfois de la rancœur, voire de la rancune qui surgissent, de temps à autre, au point d'entamer la bonne marche du projet ». Et d'ajouter : « chacun a une idée de l'autre non pas pour ce qu'il ou

elle fait mais plutôt pour ce qu'il ou elle a l'intention de faire (..) Il en est ainsi parce que les populations, au terme de quatre décennies d'expériences de « développement », sont désabusées et croient rarement à l'action désintéressée ».



Le bilan de l'opération est bien entendu très positif. On l'appréhende en écoutant le témoignage des protagonistes : « Nous n'avons pas encore conscience de tout ce que le projet apporté de positif dans notre vie ! » déclare une autre membre de l'association Yeelen. L'expérience a effectivement fait tâche d'huile et s'est étendue à d'autres rues de la ville de Bamako. Par ailleurs, une Fédération des Associations Maliennes pour l'Assainissement et le Protection de l'Environnement (FAMAPE) a vu le jour dans la foulée.

*NB : Tous les informations ont été extraites du journal « Contrôle citoyen » de juin 2004, édité par le forum pour un autre Mali.*

---

### ***Le Forum pour un autre Mali en un clin d'oeil..***

Le Forum pour un Autre Mali est un espace de débat public sur la mondialisation et cherche à construire des alternatives de changement de l'échelon local à l'échelon global. « Le Forum pour un autre Mali est un lieu de questionnement sur la mondialisation libérale et ses répercussions économiques, politiques, sociales, environnementales et de quête d'alternatives, examine l'insalubrité ainsi que la pauvreté urbaine sous l'angle de la déstructuration et des tentatives de restructuration du tissu économique et social dans la cadre des réformes conçues et impulsées de l'extérieur » cite l'édition de juin 2004 du Contrôle citoyen.

### ***Pour en savoir plus :***

► le site web du Forum pour un autre Mali -> <http://www.autremali.org>



*Note de lecture de l'ouvrage « Le viol de l'imaginaire » - éditions Fayard / Acte Sud - mars 2004*

Un soir de juillet, à la terrasse d'une buvette à Koutiala (sud Mali) peu après avoir quitté Bamako, en jetant par hasard un coup d'oeil sur l'écran de télévision dont les images profitaient à tous les voisins de la taverne, on apercevait Aminata Traoré, invitée exclusive d'une émission animée par un journaliste et à laquelle le public participait. On pouvait l'entendre révéler une bonne dizaine de vérités piquantes sur « l'état » (titre d'un de ses livres), dans lequel se trouve le Mali comme d'autres pays africains, autrement dit les effets de la mondialisation et de la dépendance à l'égard des institutions financières internationales. Son franc-parler, la connaissance de son pays, comme son apparente intégrité nous laissaient deviner qu'elle avait du rouler sa bosse à travers les rouages de la politique et les projets de développement. Quelques jours après, nous mettions la main sur son dernier ouvrage « Le viol de l'imaginaire » pour en savoir un peu plus.



Plutôt percutant comme titre d'ouvrage. Le « viol » parce qu'il touche les diables qui, selon Aminata Traoré, ont détourné l'Afrique « de ses repères », du sens qui l'animait, et « l'imaginaire » car les diables empiètent profondément dans l'inconscient et perturbent la « capacité des africains à imaginer un avenir bâti sur le présent et enraciné dans leur passé ». Des diables qui ont pour nom la globalisation néo-libérale, l'omniprésence idéologique et conceptuelle du modèle occidental, l'héritage colonial, le « manque de vision et de courage des dirigeants politiques », le manque de prise de la société civile sur son propre avenir, la dette extérieure et la manne financière des instituts financières internationales assortie de leurs programmes d'ajustement structurel. Voici quelques uns des maux qui minent ouvertement et secrètement le Mali comme d'autres de ses semblables du continent mais qui ont la chance d'avoir une Aminata Traoré subversive, opposante et alternative, poète aussi, pour montrer, dénoncer et esquiver finalement les plans une autre Afrique.

Tout au long de l'ouvrage, l'auteur éclaire de sa pratique des institutions étatiques et internationales la déviance des mécanismes de gouvernance (elle a animé notamment le

programme PROWESS du PNUD visant à promouvoir le rôle des femmes dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement). On commence par un peu d'histoire : l'indépendance coloniale de 1960, les tentatives infructueuses de développement endogène du pays, suivies en 1967 de la signature des accords monétaires avec la France, l'imposition de règles dans le marché intérieur et la progressive dépossession économique du pays (libéralisation, ouverture aux investissements étrangers). Elle dénonce un modèle de développement « conçu et téléguidé de l'extérieur » dont les règles, les schémas, les concepts, le paradigme s'immiscent à l'intérieur des individus, dans les idées, les comportements et les approches des institutions étatiques et des gouvernants. C'est cela qu'elle nomme le viol de l'imaginaire : l'impossibilité pour un peuple colonisé de bâtir de la confiance, d'être enfermé dans les catégories de la pauvreté (pays pauvre très endetté) et de ne pouvoir échafauder son avenir qu'en se courbant devant les dispositions aliénantes des puissants. Elle cite les propos de Mamoussé Daigne : « Il n'y a pas de dépossession plus grave que celle qui interdit à un sujet l'accès à la question qui le concerne (p. 67) » puis de Frantz Fanon : « quand nous entendons un chef d'Etat européen déclarer, la main sur le coeur, qu'il lui faut venir en aide aux malheureux peuples sous-développés, nous ne tremblons pas de reconnaissance » (p.81). Elle décrit finement ce qu'elle nomme le désamour de soi-même en parlant de l'Afrique qui entretient, en spirale vertueuse sa propre domination : « avoir été colonisable et le demeurer suppose qu'en dépit de nos dénonciations politiques nous envions l'Autre bien qu'il soit l'agresseur. Pourquoi ? La puissance colonisatrice limite notre capacité de résistance en s'attaquant à l'image que nous avons de nous-mêmes. Celle-ci est frappée de désamour. Il s'agit d'une situation où l'autre ne vous aime pas tel que vous êtes et vous le fait savoir. Pour avoir intériorisé son regard, vous ne vous aimez pas davantage. C'est alors que progressivement, vous aspirez à être et à vivre comme lui » (p. 164). Non seulement le développement du pays est dicté de l'extérieur mais il doit se conformer à toute une batterie de critères et aux conditionnalités de l'aide qui « imposent tant de compromis et de compromissions » dont l'ajustement structurel (qui consiste à réduire les dépenses publiques, augmenter les impôts, ouvrir les frontières et le marché intérieur aux investissements étrangers, compromettre les investissements à plus long terme dans l'éducation, la santé notamment) et dont « 70% des financements échapperaient aux maliens, et profiteraient aux bureaux d'étude, fournisseurs, experts et Ong émanant des pays donateurs » (p. 86).

Face à cela, la seule solution consiste à construire des alternatives. Elle en appelle à la reconstruction d'une Afrique qui s'appuierait sur son potentiel et sur ses capacités à s'emparer de son destin collectif. L'occasion lui a même été donnée au gouvernement de prendre en charge le ministère de la Culture et du Tourisme en septembre 1997. Elle y a essayé de nouvelles approches, en a vérifié le bien-fondé et la pertinence mais son action est trop dérangeante et bouscule l'institution. Elle comprend que son approche et sa créativité ne feront pas bon ménage avec les règles de l'Etat malien. L'alternative idéale est selon elle en même temps dans l'éthique, la réforme de la gouvernance à divers niveaux et la relance des initiatives : « promouvoir une vision africaine de l'entrepreneuriat et de l'investissement, fondée sur le respect humain et l'éthique en politique (..), consolider les liens qui l'unissent à sa diaspora et ce dans tous les domaines : culturel, artistique, économique et politique, (...) relancer la production en Afrique, celles des biens mais aussi celle du sens, c'est à dire des valeurs morales et philosophiques, renforcer les capacités d'analyse et de contrôle de la société civile, responsabiliser nos dirigeants politiques, annuler la dette extérieure, réformer les institutions internationales (Fonds monétaire international, OMC et Banque mondiale) ». Et pour ce faire, réhabiliter l'imaginaire, croire fermement qu'une autre Afrique est possible en même temps qu'un autre monde devient possible par « la porte d'allégresse » ouverte par le Forum social mondial de Porto Alegre auquel elle a participé en 2001. Enfin, individuellement, affirmer le « je » et le « nous » et se parer d'espoir :

*Un jour tu viendras dans une Afrique Retrouvée Sur l'esplanade une ville Eclatée dans les terres mouillées Des pleurs de nos femmes Tu viendras dans une Afrique Retrouvée Sous le baobab il y aura des hommes Des hommes sortis des terres mouillées Des pleurs de nos mères Il y aura des chants Les chants du travail de nos terres et des rires les rires du pain Pour mon frère au visage de sueur*

*(Massa Makan Diabaté écrivant à son ami du nord Michel Verret cité à la fin de l'ouvrage p. 201)*



---

### ***Porto Alegre, la bien nommée***

Dans le même livre, Aminata Traoré consacre un chapitre entier à évoquer l'enjeu et l'espoir que représente le Forum social mondial de Porto Alegre pour elle et ses compatriotes. « C'est tel un tambour à l'aube des temps nouveaux que l'appel de Porto Alegre m'est parvenu. Mon coeur de femme africaine, qui sait pourquoi il pleure, s'est alors mis à chanter l'espérance en exprimant mon rêve d'alternatives à haute voix (...) je me sentais de mon peuple, de mon continent et de ce monde de « quêteurs » de liens et de sens à la vie ». Elle tire son chapeau ensuite aux initiateurs de l'évènement et les fait baliseurs d'un chemin d'espérance. Porto Alegre, si bien nommée, selon ses dires, évoque chez elle l'idée de « porte » et d' « allégresse » et lui offre une issue à la prison dans laquelle elle s'était laissée enfermer en entrant au gouvernement et un moyen de sortir de la grisaille. L'utopie de prendre part en tant qu'acteurs et organisations citoyennes d'Afrique aux revendications, aux propositions d'alternatives qui habituellement ne font trop souvent qu'effleurer les décideurs politiques, entre avec cette porte dans la réalité.

Une quarantaine d'Africains et d'Africaines étaient présents au forum social mondial en 2001 sur les seize mille participants. On pourrait avoir mieux comme représentation du continent noir pour discuter collectivement des enjeux de la globalisation et porter la parole du mouvement social africain. C'était un début. « Cela n'enlève rien, déclare-t-elle, au mérite des organisations du nord, qui croient possible, comme nous-mêmes, l'avènement d'une autre Afrique qui s'emploient à le favoriser » (p. 148). De retour en Afrique après Porto Alegre en 2001, le premier forum social africain voyait le jour du 4 au 9 janvier 2002 à Bamako organisé de concert avec Taoufik Ben Abdallah (Ong Environnement et Développement du Tiers-Monde - Dakar, voir ci-dessous le lien hypertexte) et postulait le même cri de ralliement : « une autre Afrique est possible ». Elle est possible, écrit Aminata, si elle ne s'accommode pas du fardeau de la dette extérieure, si les organisations de la société civile parviennent à une meilleure connaissance des mécanismes et des enjeux de la globalisation, si elles peuvent effectuer un contrôle citoyen sur les acteurs institutionnels et politiques. Elle sera possible si elle reçoit la « complicité et la solidarité des autres citoyens du monde, notamment ceux de l'hémisphère nord », si elle parvient à

« valoriser réellement les compétences africaines dans l'intérêt du continent, en lieu et place des politiques dites de renforcement des capacités qui consistent à huiler les rouages du néolibéralisme et à accroître au maximum le nombre de béni-oui-oui », si les « gouvernants et le peuple africain se mettent à redonner aux Etats leur « souveraineté et leur prérogative dans la réhabilitation des hommes et de la société ».

**Quelques compléments :**

- ▶ le rêve d'Aminata Traoré (extrait de son livre) -> [consulter](#)
- ▶ le site web du Forum pour un autre Mali -> <http://www.autremali.org>
- ▶ le Forum social africain - interview de *Taoufik Ben Abdallah* (ENDA Maghreb) -> [voir le portrait](#)
- ▶ l'ouvrage *l'Afrique au secours de l'Occident* - Anne-Cécile Robert - les éditions de l'Atelier - Paris - 2004
- ▶ *La réforme de l'aide internationale* - note de travail de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (format PDF - 150 Ko) -> [télécharger](#)
- ▶ *L'esquisse d'un agenda pour le XXI siècle* défini suite à l'Assemblée mondiale de citoyens de 2001 (format PDF - 300 Ko) -> [télécharger](#)
- ▶ *Mettre la coopération au service des acteurs et des processus de développement* - préface de Michel Rocard et coordination de Pierre Calame (format PDF - 400 Ko) -> [télécharger](#)
- ▶ le site web du Forum social mondial -> [consulter](#)
- ▶ le site web de *l'Alliance pour un monde responsable pluriel et solidaire* -> [consulter](#)

*Bamako - Mali, le 13 juillet 2004*